

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1854

Artikel: "Public Eye" reste vigilant à Davos : en marge du Forum économique mondial, un coup de projecteur bienvenue de la part de la Déclaration de Berne et de Greenpeace
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009731>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Public Eye» reste vigilant à Davos

En marge du Forum économique mondial, un coup de projecteur bienvenu de la part de la Déclaration de Berne et de Greenpeace

Albert Tille (24 janvier 2010)

Toujours robuste, le Forum économique de Davos fête ses quarante ans. La longévité exceptionnelle de ce rendez-vous affairiste et mondain prouve que sa recette est bonne. Le WEF empoigne les thèmes à la mode pour attirer les leaders politiques et économiques avides de publicité médiatique. La réglementation financière, la maîtrise des émanations de CO₂ et le rôle d'Internet s'imposaient donc à l'agenda du Forum 2010.

Comme on l'a déjà constaté l'an passé, les altermondialistes vieillissent un peu moins bien (DP 1754). L'Autre Davos, interdit dans la station grisonne, tient à l'Université de Bâle un forum inspiré par ATTAC.

Les organisations à la critique moins radicale sont admises à Davos. La Fédération des Eglises protestantes y convoque un débat, retransmis par la TV alémanique, pour remettre en question le modèle suisse, son secret bancaire et

son attitude de pique-assiette en Europe.

Public Eye, piloté par Greenpeace et la Déclaration de Berne, entend diriger le regard du public vers ce que cachent les grands de ce monde. Pour la sixième fois, il distribue à l'ouverture du Forum le «prix de la honte» décerné à l'entreprise la plus irresponsable de la planète. Les internautes peuvent choisir entre six nominées. A quelques jours du verdict, ce coup de sonde, ou plutôt ce coup de gueule, voit se détacher clairement une multinationale française et une suisse. GDF Suez est épinglée pour son rôle déterminant dans la construction d'un gigantesque barrage sur le Rio Madeira brésilien. Roche, deuxième nominée, teste ses médicaments antirejet dans les hôpitaux de Chine. Les tests sont médicalement irréprochables. Mais le choix du lieu est critiquable. La Chine peut pratiquer massivement des transplantations parce que les

organes utilisés ne manquent pas: 90% d'entre eux sont prélevés sur les condamnés à mort. La rigueur d'un vote par Internet est évidemment facilement contestable. Mais chaque coup de projecteur sur ce que taisent les multinationales reste bienvenu.

En cette année 2010, *Public Eye* se permet deux nouveautés. C'est d'abord l'opération *Greenwash* qui s'en prend aux organismes privés ou publics décernant des certificats de vertu bidon à des entreprises qui ne les méritent pas. C'est aussi le vigoureux coup de projecteur sur la demeure Rive-Reine à La Tour-de-Peilz. Depuis 35 ans, ce centre de congrès de Nestlé réunit dans la plus parfaite discrétion les grands décideurs de Suisse pour orchestrer l'avenir du pays. Eclairé par *Public Eye*, le *Tages Anzeiger*, quotidien zurichois à grand tirage, a consacré une pleine page à cette conférence secrète au sommet. La transparence est nécessaire au pays de la libre formation des opinions.